

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Annuel : France : 30 fr. — Etranger : 50 fr.

2^e ANNÉE | N° 34

1^{er} OCTOBRE 1925

Avertissement

Nos lecteurs remarqueront qu'à partir de ce numéro nous restituons nos anciens prix d'abonnement. C'est une mesure que nous prenons à regret et que nous sommes forcés d'établir à cause de notre incessante augmentation de frais.

NOUVELLES DE LA QUINZAINE

LE COMLOT CONTRE ALPHONSE XIII. — L'instruction de l'affaire du complot contre le train d'Alphonse XIII, en mai dernier, est terminée. Le procureur demande cinq peines de mort pour les accusés suivants : MM. Marcell Perello, Jaume Compte, Josep Garriga Aleu, Jaume Julià Pedrol et Miquel Badia; le bague, pour MM. Francesc Ferrer, Deogràcies Civià, Antoni Argelaguet et Ramon Fabregat; la prison correctionnelle pour M. Emili Granico. Tous les accusés ont déjà nommé leurs défenseurs; celui de Jaume Compte est M. Antoni Sansalvador, ancien député de la Mancomunitat.

CONSEIL DE GUERRE. — D'après une dépêche Havas, il s'est réuni, à Barcelone, un conseil de guerre pour juger M. l'abbé Antoni Bach, inculpé de conspiration militaire et de port illicite d'armes. D'après l'instruction, l'accusé, qui se trouvait à Perpignan, en novembre dernier, se serait entretenu avec l'ex-député séparatiste catalan Macià, au sujet de l'organisation d'une armée catalane révolutionnaire. A son retour, il fut arrêté et trouvé porteur de timbres du futur Etat Catalan et d'un pistolet et six cartouches. De plus, la police espagnole accuse l'abbé Bach d'avoir facilité à maintes reprises le passage de la frontière aux insoumis qui s'étaient engagés à grossir l'armée organisée en France avec Macià. Le procureur militaire demande, dans son réquisitoire, une peine de cinq ans de prison et cent pesetas d'amende.

LE 11 SEPTEMBRE. — A l'occasion de la date du 11 septembre, la police espagnole a commis toutes sortes de violences contre les citoyens pacifiques qui étaient leur chapeau devant la statue de Rafael de Casanova, le héros des libertés catalanes. Il y a eu des blessés et des arrestations en nombre. La statue et les rues y aboutissant avaient été prises militairement; cela n'empêchait pas le public de manifester ses sentiments. Mais malgré la prudence et la sagesse du peuple, la police s'est crue dans le devoir de soulever des incidents et de blesser quelques citoyens.

CONTRE LA PRESSE. — Les autorités de Barcelone ont frappé de mort un hebdomadaire catalan très populaire, qui avait plus d'un demi-siècle d'existence : L'Esquella de la Torratxa, et qui avait toujours défendu la cause républicaine et les sentiments catalans. Le propriétaire a essayé de faire paraître, à sa place, un autre journal, L'Esquellot; mais le gouverneur ne l'a pas autorisé. Le journal El Dia, de Terrassa, a été puni d'amende.

DES TRACES SÉPARATISTES ET AUTRES. — Le régime de censure que l'on fait subir à la presse espagnole fait accroître les tracts et feuilles clandestines, imprimés ou non, que les gens se passent de main en main, en cachette. Il est de ces feuilles évidemment inspirées par les séparatistes; d'autres ne le sont pas. Toutes, cependant, blâment le Directoire et sa façon d'agir, et l'opinion leur prête ordinairement tout le crédit. Il suffit de posséder une de ces feuilles pour que la police en arrête le possesseur. Aussi, ces derniers temps, de nombreuses arrestations ont été pratiquées rien que pour cela.

LES CRISES MUNICIPALES. — De nouvelles crises municipales se sont produites aux communes de Gérone, Balaquer et Espuça de Francolí. Le conseil municipal de Montblanc est démissionnaire au complet, exception faite du maire. A Sant Andreu de Terri tous les conseillers municipaux ont été révoqués par l'autorité militaire.

NOUVELLES ARRESTATIONS. — On nous écrit de Barcelone que la police a pratiqué de nouvelles arrestations parmi les personnes suspectes de séparatisme. On prétend avoir découvert tout un plan de révolte militaire pour délivrer la Catalogne du joug espagnol. Huit personnes seraient inculpées dans cette nouvelle affaire, qui passionne l'opinion. Parmi ces personnes il y en a qui jouissent d'un grand prestige social et intellectuel. Tous les détenus sont au plus strict secret. Il en est qui sont emprisonnés depuis un mois et demi.

CRÉDITS POUR LE MAROC. — En quelques jours, le Directoire a prélevé du Trésor espagnol plus de 50 millions à titre extraordinaire pour payer aux dépenses de la campagne marocaine. De nombreux crédits extraordinaires suivront incessamment.

LE DROIT OU LE SANG?

Les débats de l'Assemblée de Genève n'ont pas rehaussé le prestige de la Société des Nations. Née pour substituer dans le monde les arguments du droit à ceux de la force, la Société des Nations a été conçue et composée de telle sorte qu'elle fut incapable de tenir son rôle. On l'a bien vu ces jours-ci, à l'occasion du conflit qui, à propos du seul nom de Mossoul, envénima tous les débats et compromit jusqu'au sang-froid de l'Assemblée. L'Angleterre est toute disposée à renforcer les pouvoirs de la Société des Nations; on a tort d'en douter; mais la Société des Nations doit comprendre qu'elle ne serait pas venue à terme sans le consentement britannique et que tout le prestige dont elle peut rayonner, toute l'influence qu'elle pourra exercer, c'est au service d'Albion et d'Albion seule qu'elle les doit conserver!

Dans ces conditions, on voit mal comment, en dépit des efforts qu'ont pu tenter des hommes comme MM. René Viviani, Herriot, Painlevé, Paul-Boncour et Jean Hennessy, la Société des Nations pourrait devenir longtemps l'arbitre international qu'elle devait être, qu'elle doit être un jour... Elle souffre, en réalité, de sa composition plus que de toute autre infirmité. Les membres de l'Assemblée ne sont trop souvent que des ambassadeurs aux gages du gouvernement qui les mandatent, lorsque les membres de gouvernements ne se chargent point de se représenter en personne. Ce ne sont pas les gouvernements, mais les peuples qui devaient se rencontrer à Genève, pourtant. L'élu d'un ministère n'est pas celui d'une nation. Quel prestige voulez-vous conserver à une assemblée où nulle doléance ne peut être exprimée sans l'assentiment des gouvernants?

Ainsi pour la Catalogne. La seule voie normale, la seule procédure qui s'offre aux leaders catalans de réaliser leurs revendications, c'est une Société des Nations capable d'estimer leurs griefs. Auront-ils la patience d'attendre que la Société des Nations se soit enfin dégagée des liens qui la paralysent? Je me le demande avec l'angoisse que donne la prévision du sang versé. Les moyens légaux, dans un cas comme celui de la Catalogne, ils ne peuvent être mis en œuvre, puisqu'au sein du Conseil chargé de préparer les ordres du jour des grandes assemblées annuelles siège un représentant du Directoire dont l'ambassade consiste précisément à s'opposer à l'examen des requêtes catalanes. Le Conseil prend ses décisions à l'unanimité; le veto de M. Quinones de León ou de quelque autre mandataire de Primo de Rivera suffira longtemps encore à interdire aux leaders catalans l'accès de la barre du Tribunal des Nations.

Faudra-t-il donc recommander le choix de moyens plus directs à nos amis Catalans? Qui l'oserait? Quand une grande — et d'ailleurs monstrueuse — puissance comme la Turquie se voit incapable de faire entendre ses arguments (spécieux ou non), comment voudrait-on qu'une na-

tionalité encore opprimée, telle que la Catalogne, la Slovaquie ou l'Arménie, parvint à se faire entendre? Voilà où est le côté tragique d'une question aussi grave. Devrons-nous nous passer de cette Société des Nations si empressée à mutiler ses pouvoirs?

En se refusant trop longtemps à étudier les revendications catalanes, les gouvernements français (ne parlons que de ceux-ci) qui se sont succédé depuis que l'internationale société genevoise est née, ont aggravé singulièrement une question déjà grave. L'émancipation catalane se fera, ce n'est pas douteux, contre l'Espagne. Il n'est pas nécessaire qu'elle s'accomplisse contre la France, aujourd'hui alliée de l'Espagne. Qu'on y réfléchisse : notre accord momentané avec Madrid nous permet peut-être de causer plus librement aujourd'hui qu'hier. Les prétextes ne manqueront pas : maints Catalans n'ont-ils pas été contraints de chercher asile en France? L'agitation perpétuelle qui trouble de son ferment les provinces catalanes n'a-t-elle pas ses répercussions jusque et au delà des frontières françaises? M. Malvy pourrait trouver là une occasion unique d'employer heureusement l'influence dont il se flatte sur son ami Primo de Rivera. Je sais que M. Painlevé ne se prononcera jamais pour des autocrates, contre des victimes. Alors, donnera-t-il raison à ces anciens chefs du Bloc National qui lui font reproche de n'avoir pas mieux qu'eux-mêmes justifié nos espérances? Car ce reproche est authentique. Une personnalité considérable du parti de la minorité actuelle me l'exprimait à moi-même, il y a peu de temps encore.

A défaut des gouvernants, certains hommes politiques, écrivains, professeurs, journalistes, artistes, ne pourraient-ils, en France, saisir l'opinion, comme fit en Suisse ce Comité d'Initiative dont le *Courrier Catalan* reproduisait l'éloquent appel en son dernier numéro? Qu'attendent-ils, les Ferdinand Buisson, les Aulard, les Dumay, les Renaudel, les Paul-Boncour, les Gustave Téry, les Georges Ponsot, les Paul Brulat, les défenseurs du droit des gens, les amis des minorités, les partisans de l'affranchissement, qu'attendent-ils pour s'unir aux poètes, aux félibres, qui, avec nous, comme nous, réclament l'émancipation et la délivrance catalanes, ainsi que, cent ans, nous avons réclamé la délivrance irlandaise et la délivrance polonaise?

Laisserons-nous s'écouler les délais de la patience? Laisserons-nous venir l'heure du sang? Laisserons-nous croire que la Société des Nations soit incapable de résister aux pressions de quelques tyrans? Je le demande à ceux qui croient encore — s'il y en a — à la sincérité d'une cause, à ce droit qu'invoquent les peuples à se gouverner eux-mêmes, à cet évangile laïque qui fut celui de nos révolutionnaires du dernier siècle et de nos défenseurs d'il y a dix ans.

F. JEAN-DESTHIEUX.

L'heure tragique

Crítica, un journal très populaire de Buenos-Ayres, pu bliait naguère une grande allégorie où l'on voyait l'effigie d'Alphonse XIII hanté par toutes sortes de visions de meurtre. Cette allégorie avait le titre et les sous-titres suivants : *Le fantôme du poignard, de la balle, de la bombe, empoisonne l'existence d'Alphonse XIII. L'Espagne vit son heure la plus tragique des temps modernes. Gardé par le Directoire, le roi vit tout « en attendant l'attentat ». Par où et comment viendra-t-il?*

Sous ce titre et ces sous-titres, *CRÍTICA* écrivait ce qui suit, que nous traduisons fidèlement et que nous insérons à titre documentaire :

Le général Primo de Rivera affirma qu'en six mois il retournerait à l'Espagne, la tranquillité et la pleine jouissance de ses lois. Cette promesse, qui n'était qu'une vantardise, s'écroula bruyamment : le fantôme du poignard, de la balle et de la bombe noircit le ciel de la nation gentille et ses enfants se rachètent des angoisses et des douleurs qu'ils ont patiemment souffertes jusqu'à présent, avec la terreur dont les vies officielles sont prises, depuis le monarque, qui est la première victime de la dictature.

Rien de plus triste qu'un roi, auquel ses sujets consentent l'honneur de le tolérer sur le trône, et qui vit sous la crainte de l'attentat qui doit pourtant racheter sa dignité d'homme et de monarque.

Rien n'est plus pauvre, comme représentation historique d'une nation qui remplit des siècles de gloire, qu'une cour réfugiée dans la peur et qu'un gouvernement de généraux ahuris d'épouvante.

La panique est la seule vérité que l'on perçoit, dans tous ces épisodes d'attentats où l'on vise le roi; mais c'est une panique qui prend dans les sphères du gouvernement pour se répandre sur le pays impressionnable que l'on soumet aux tortures de dangers insoupçonnés.

L'Espagne vit son heure la plus tragique des temps

modernes; la dictature de ceux qui, comme Primo de Rivera, assaillirent, voici deux ans, le trône aux grandeurs séculaires, n'a plus un moment de paix. n'a plus de confiance en elle-même; elle vit comme les chiens qui débentent comme gardiens de foyer et qui aboient toute la nuit pour faire fuir des fantômes.

Mais ce moment espagnol est aussi comique : un mouvement quelconque du roi donne le sursaut au peuple; une fête à laquelle assiste le roi crée le cœur dans l'expectative d'une tragédie; la cour vit entre des murs de baïonnettes; tout sent la douleur et l'angoisse sans que l'on puisse dire pourquoi.

La vie de l'Espagne dépend de l'attentat dont son roi doit être l'objet; c'est une suite d'aventures truquées, pareilles à celles que le cinéma prépare pour satisfaire la sensibilité du public qui aime les émotions.

Mais ces attentats, qu'ils soient d'un effet simple pour remplir les exigences d'un peuple qui clame pour sa liberté, ou qu'ils soient des explosions individuelles ou collectives de cette même liberté enchaînée, ils ne se heurtent jamais à la foule des paladins qui, avec leurs poitrines, devraient former une muraille pour sauvegarder la vie de leur roi; ces puissants jouisseurs d'un pouvoir absolu ne sont jamais à leur place; quelques-uns, comme Primo de Rivera, flânent dans les champs du Maroc, où ils sont beaucoup plus à l'abri des balles perdues.

A la suite de ces attentats, pas un mot d'apaisement et de confiance ne sort du sein du Directoire; on n'entend que de simples et harmoyantes protestations d'une vaillance que l'on ne possède pas : le pauvre roi Alphonse est toujours seul au moment où les grandes responsabilités de sa faiblesse de monarque se concentrent sur sa tête, et où la grâce héréditaire de la race s'évanouit dans l'ombre projetée par le ventre du marquis de Estella, car c'est là la seule chose qui prospère dans le pays du soleil et de la joie.

Les Catalans au Maroc

Malgré l'optimisme des communiqués espagnols, on sent que de ce côté la lutte contre Abd el Krim se heurte à de graves difficultés. On a annoncé comme une grande victoire le débarquement d'Alhucemas. La verve, le chauvinisme et l'inconscience espagnols se sont alliés pour présenter ce fait d'armes qui n'est que le commencement d'une opération longue et pleine de risques, comme le couronnement d'une conquête héroïque. Des dépêches et des allocutions enthousiastes se sont croisées des deux côtés du détroit. Dans quelques jours les troupes espagnoles devaient arriver à Ajdir et obliger le chef rifain à se réfugier dans les montagnes. Mais les jours passent et non seulement les Espagnols n'avancent pas, mais ils doivent souffrir constamment les attaques des Rifains. En outre le mauvais temps approche, déjà le ravitaillement des troupes débarquées ne se fait qu'avec difficulté à cause des tempêtes, on craint le moment où toute communication avec les troupes débarquées deviendrait impossible.

Du côté de Tetouan la lutte ne se présente pas plus favorable. Ce n'est qu'après de longs efforts, avec de lourdes pertes (les communiqués officiels l'avoient), qu'on a réussi à dégager la position de Kudia-Tahar, qui avait été assiégée par les Rifains. De nouveau à cette accusation des télégrammes et des félicitations se sont croisées. Parmi ces télégrammes il y en a eu un du général Primo de Rivera au maire de Barcelone qui a été l'objet de beaucoup de commentaires. En voici la traduction :

« Au moment de recevoir à Ben Karik les défenseurs de la position de Kudia-Tahar et de ses postes avancés, appartenant au régiment de l'Infante, enchanté, j'entendis raconter, en catalan, les épisodes de la lutte héroïque. Communiquer à tous les maires de la province de Barcelone, où ils sont nés, et que nous aimons autant que les autres provinces de l'Espagne, le plaisir avec lequel nous recueillons la sœur et virile langue catalane des braves des nobles défenseurs de l'honneur espagnol, qui ont si fidèlement tenu leur serment au drapeau d'Espagne, et avec eux nous crions : *Visca Espanya, Visca Barcelona!* »

Quel cynisme ! disaient les Catalans en lisant ce télégramme que tous les journaux ont publié. Il a persécuté et persécute encore la langue catalane, il en interdit autant qu'il peut l'emploi et les manifestations, et à présent il ose se vanter d'amour à cette langue au moment où il l'entend des lèvres de ces malheureux ! Certes, à cette heure-ci, on doit beaucoup parler le catalan là-bas. Beaucoup trop. Parce que c'est la Catalogne qui fournit la partie principale des troupes d'Afrique. On n'a pas manqué de faire cette remarque : tandis que beaucoup de régions espagnoles sont ménagées, on envoie au Maroc le plus grand nombre possible de soldats catalans. Et non seulement cela, mais on a aussi des indices (et l'utilisation des bataillons catalans dans la défense de Kudia-Tahar en est une preuve) que les soldats catalans sont envoyés aux postes les plus dangereux. Ce sont eux avec les soldats de la légion étrangère qui soutiennent le poids de la campagne. Eux, encadrés naturellement d'officiers et de soldats espagnols, afin d'éviter toute velléité de rébellion.

Outre le télégramme que nous venons de traduire, le général Primo de Rivera en a fait circuler un autre dans toutes les villes et villages de l'Espagne dominant compte du débarquement d'Alhucemas, et il a fait des déclarations solennelles. Dans ces déclarations il nous fait savoir qu'il a subi une des grandes émotions de sa vie : « J'ai embrassé bien des fois dans mon existence le cœur aux lèvres : ma mère, mes enfants, les femmes aimées. A présent j'ai embrassé un soldat poussiéreux et ensanglanté, un défenseur de Kudia-Tahar » (un Catalan, pour sûr). Il nous fait savoir aussi que, comme Alexandre avant la bataille d'Issus, il a dormi d'un seul trait la nuit qui a précédé le débarquement, car il était sûr que les Espagnols feraient leur devoir.

Une seule chose console les Catalans au milieu de cette lutte qu'ils sont obligés de soutenir pour la plupart et en argent et en hommes : c'est qu'ils font là-bas un apprentissage belliqueux qu'un jour ils pourront employer à la défense du drapeau catalan, auquel, par une réserve mentale, ils jurent fidélité au moment où ils sont contraints, par la force, de prêter leur serment au drapeau espagnol.

Les difficultés du Directoire

Malgré la censure à laquelle on soumet la presse, les faits politiques qui se produisent en Espagne sortent à la surface. C'est ainsi que l'on a appris sans s'en étonner, puisque l'on connaît l'anxiété où est le roi Alphonse de sortir de l'impasse où l'a mené la dictature militaire, les résultats d'un entretien que le monarque espagnol aurait eu, dans une ville du Nord, avec l'ancien ministre M. Bergamín. Le souverain s'est plaint à M. Bergamín de l'éloignement hostile où se maintient encore le chef des conservateurs, M. Sanchez Guerra, « qui semble, aurait-il dit, éloigner les distances, au lieu de vouloir les rapprocher ». Il se serait plaint également de l'éloignement de M. Maura, qui tout dernièrement, en prenant ses vacances, se serait abstenu de prendre congé de la cour, comme il en avait l'habitude. « Cette attitude des hommes politiques civils — aurait ajouté le monarque — m'empêche de m'orienter pour le moment où il faudra que je change de situation. »

La monarchie se sent chaque jour moins solide et cherche par tous les moyens la façon de parer à des possibles difficultés. Le roi, et cela n'est un secret pour personne, pense demander l'aide des anciens partis. Les militaires sont le dernier appui de la monarchie, mais l'usure finira par avoir raison d'eux,